

Budget 2025 : à nous de faire payer les riches

Le gouvernement a donc présenté son budget le 10 octobre dernier. Malgré les discours des éditorialistes bourgeois qui s'affolaient à l'idée que le gouvernement puisse taxer les plus riches, nous en sommes bien loin. Certes, Barnier a annoncé revoir « la courbe d'allègements des charges sociales », mais pour les patrons, ce sont toujours exonérations et subventions à gogo. Les 500 familles les plus riches, elles, pourront garder la main sur les 1200 milliards d'euros qu'elles possédaient en 2024 ! Certes, une contribution de 2 milliards est demandée aux plus riches d'entre elles sur trois ans, mais le gouvernement assure que ce sera exceptionnel. Comme toujours, ce sont les classes populaires qui sont les premières ciblées.

Un serrage de ceinture en règle à 40 milliards d'euros pour les services publics

Pour trouver 60 milliards d'euros et combler les déficits de l'État, autant aller chercher dans les services publics. Il est vrai qu'en la matière, Barnier et sa bande de casseurs ont mis la barre très haut. La suppression de 4 000 postes d'enseignants dans l'Éducation nationale est annoncée dans un contexte de pénurie de personnel éducatif pour prendre en charge les élèves, cette situation s'aggravant rentrée après rentrée. À cela s'ajoute une saignée historique de 15 milliards pour la Sécurité sociale : le déremboursement de certains médicaments par l'Assurance maladie compliquera encore davantage l'accès aux soins et les retraités devront attendre encore six mois pour voir leurs pensions indexées sur les prix. Quant aux travailleurs privés d'emploi par le patronat, peu épargnés par les gouvernements Borne et Attal, ils sont une nouvelle fois durement attaqués, avec 400 millions d'économie prévus sur l'assurance chômage. Faire les poches aux plus pauvres reste la bonne vieille recette de ces Robins des riches.

Les caisses de l'État se vident et les poches des riches se remplissent

Pour faire des économies, le gouvernement a eu une autre idée : supprimer 9 % du budget des fonds alloués aux Outre-mer, dans un contexte de crise sociale et de dégradation d'infrastructures vitales comme la distribution d'eau potable, il fallait oser !

Le gouvernement, qui ne perd pas le sens des priorités, n'a toutefois pas oublié d'augmenter le budget de l'armée de 3,3 milliards d'euros, pour atteindre 50,5 milliards d'euros. Préparer des conflits pour défendre les intérêts de l'impérialisme français, gaver de subventions et de commandes les marchands de canons : on reconnaît bien là les fondamentaux d'un gouvernement au service des classes dominantes !

Pour les travailleurs, pas question de payer l'addition !

Pendant que les profits se portent bien, le quotidien des classes populaires est marqué par un appauvrissement généralisé. Sur l'ensemble du territoire français, 20 200 licenciements économiques ont été enregistrés au premier trimestre 2024, touchant notamment les travailleurs du secteur automobile mais aussi du secteur social, dont la situation ne sera pas améliorée par les nouvelles coupes prévues dans le budget de la Sécurité sociale. Dans le même temps, l'inflation continue de peser lourdement sur nos dépenses quotidiennes... et le gouvernement en rajoute une couche en augmentant la taxe de consommation d'électricité de 3 milliards d'euros !

En Martinique, c'est une véritable révolte qui se lève depuis un mois contre la vie chère. Malgré la répression de l'État, les grèves et les blocages se poursuivent. Vendredi dernier, les manifestations ont entraîné la fermeture du principal aéroport de l'île ainsi que de la totalité des établissements scolaires. Ces manifestants ont totalement raison : à l'ensemble des travailleurs de les rejoindre !

Retrouvez-nous en ligne !
Pour nous contacter,
consulter nos articles
et revoir nos meetings !



*Ce bulletin est le tien,
laisse-le où tu veux qu'il soit lu.
Prends contact avec nous
pour l'informer !*

La protection de l'enfance en danger

Le Conseil économique, social et environnemental a publié le 8 octobre un rapport dénonçant de très nombreux dysfonctionnements dans le fonctionnement de la protection de l'enfance. Des juges finissent notamment par renoncer à prononcer des mesures de placement d'enfants pourtant victimes de violences, sachant d'avance qu'elles ne seront pas suivies d'effet par manque de moyens. Partout les travailleurs sociaux et les syndicats tirent la sonnette d'alarme : on ne fait plus en fonction des enfants mais des moyens... qui sont largement insuffisants ! Mais la seule chose que les pouvoirs publics augmentent, ce sont les suppressions de postes.

Mobilisation pour la réouverture des urgences de l'hôpital de Carhaix

Depuis un an, les urgences de l'hôpital de Carhaix (Finistère) sont « régulées » par manque de personnel. Cette « régulation » implique l'appel obligatoire au 15 en amont et la fermeture des urgences la nuit, les patients sont donc réorientés vers des hôpitaux à plusieurs heures de route, comme le CHU de Brest. Les conséquences peuvent être dramatiques. Plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi 12 octobre devant l'hôpital pour réclamer la réouverture du service des urgences 24 heures sur 24.

Didier Raoult interdit d'exercer pour 2 ans

Dans le cadre d'une procédure en appel, l'Ordre des médecins a interdit au professeur Didier Raoult d'exercer la médecine pendant deux ans. Il est notamment sanctionné pour sa promotion de l'hydroxychloroquine, qu'il présentait comme un remède miracle contre le Covid-19, sans aucune référence scientifique sérieuse. Il avait, par ailleurs, lancé « une étude » bidon sur 30 000 patients sans feu vert des autorités sanitaires. Ce charlatan avait été adoubé par Macron qui l'avait qualifié, à l'issue d'un entretien, de « grand scientifique ». Opportunisme, quand tu nous tiens... mais attention au retour de bâton !

Vichy en grève : marre de tout faire

À Vichy, jeudi dernier, 150 soignants du centre hospitalier étaient en grève. Un premier mouvement avait déjà eu lieu en mai 2022. La colère ne s'est pas apaisée chez ces soignants car leurs conditions de travail ne se sont pas améliorées. Ils dénoncent les dysfonctionnements logistiques désorganisant les services. Défaillances téléphoniques, de courrier... Font que les personnels soignants doivent traiter de la paperasse administrative en plus de leur travail.

Gaza : les maladies tuent aussi

La guerre menée par Netanyahu depuis un an a fait près de 42 000 morts, des centaines de milliers de blessés et nombre de disparus. En plus des obus et des tanks, les conditions sanitaires aussi contribuent au massacre : les maladies de peau, les infections respiratoires et les épidémies de poliomyélite et d'hépatite font des ravages. L'OMS a dénombré 96 417 cas de gale et de poux à Gaza, 9 274 personnes infectées par la varicelle et 10 038 par l'impétigo. Le manque d'eau potable, mais aussi le blocus imposé par les Israéliens sur la nourriture et les produits de première nécessité expliquent ce bilan macabre. D'après Michael Fakhri, le rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, à Gaza, « la malnutrition, la famine et la maladie tuent plus de personnes que les bombes et les balles ».

« L'hôpital du futur », une banale entreprise ?

À l'hôpital de la Timone à Marseille, comme ailleurs, tous les jours des blocs opératoires restent fermés par manque de personnel, entraînant des retards d'opération pour certains patients. Depuis le covid, 30% des infirmières de bloc ont démissionné. Plus d'attente pour les patients, c'est : la santé qui décline, beaucoup d'angoisse, une perte de chance de guérison. Aucun secteur d'épargné, pas même la pédiatrie. Pourtant, l'hôpital est un des plus prestigieux d'Europe. Mais pour se moderniser, il a été contraint de s'endetter par les pouvoirs publics – qui se sont largement retirés des financements il y a 15 ans. Aujourd'hui ce sont les patients et les soignants qui payent la facture.

Un anniversaire qui compte !

Le 13 octobre 1988 fut le jour d'une manifestation à Paris qui réunit plus de 100 000 soignantes et soignants en grève qui criaient le slogan «*Infirmières débordées = patients en danger !*» C'était le point d'orgue de « la grève des infirmières », un mouvement qui revendiquait à la fois de meilleures conditions d'accueil des patients et des augmentations de salaires. La gauche de Mitterand était alors au pouvoir et c'était la période de la « rigueur », où des ministres socialistes multipliaient les mesures d'austérité. Initiée par les collègues, cette grève reposait sur des assemblées générales constituées à la base, regroupant tous les collègues qui voulaient y participer, syndiqué(e)s ou non. Ces assemblées générales élurent des délégués, qui se réunirent notamment à Paris à plus de 500 pour discuter des mots d'ordre et voter des revendications. C'est leurs efforts et leur coordination qui permirent la réussite de cette manifestation du 13 octobre 1988.

Voilà un anniversaire inspirant. Nous devrions peut-être nous organiser ainsi à notre tour ?